

AG Paul Valéry du 22 novembre 2006

Jusqu'à 150 personnes ont participé à cette AG, dans une configuration en cercle. Les sujets de discussion ont été divers et chacun est intervenu sur le sujet de son choix. Il n'y avait pas d'ordre du jour ce qui a peut-être donné une impression de flou. Mais on peut réunir le tout sous quelques thèmes: la privatisation de la fac, le projet de loi de prévention de la délinquance et l'arsenal sécuritaire avec en illustration le cas de l'un de nous qui s'est retrouvé la veille à l'hôpital après avoir voulu parler durant l'interclasse, les expulsions d'étrangers, la thématique du travail, des sujets plus divers et enfin la question du mouvement lui-même, de son organisation et de ses actions.

Privatisation de la fac

Le constat principal est que l'université est de plus en plus favorable aux entreprises, sous le coup des réformes actuelles et des précédentes comme le LMD. Actuellement le rapport Hetzel préconise la présélection à l'entrée et bien sûr la professionnalisation des études. Les tarifs du CROUS augmentent tandis qu'on observe de manière générale une baisse des moyens.

L'appel de Rennes a posé un certain nombre de revendications contre la libéralisation de l'université et pour l'indépendance de la recherche. L'appel réclame l'abandon des PRES qui sont des postes de recherche dédiés au privé au profit d'une recherche 100% publique. Il se positionne contre la sélection à l'entrée des facs, pour le rétablissement du rattrapage de septembre, pour le réengagement financier de l'état, l'exonération des frais d'inscription pour les 10% d'étudiants concernés, la titularisation des vacataires, des embauches en CDI, l'augmentation du montant et du nombre de bourses, la rémunération des stages à hauteur du SMIC.

Quelqu'un a souligné son point de vue selon lequel la fac a toujours été au service du capitalisme, de même que la recherche. Actuellement la logique des pôles d'excellence est une logique de compétition et de course à la haute technologie.

La sélection existe déjà dans le système scolaire actuel. Il ne faut pas s'étonner s'il y a

des écoles à plusieurs vitesses puisque le système est hiérarchique. Il faut des gens en haut et des gens en bas. La fac nous donne une formation bas de gamme par rapport aux grandes écoles. Il ne faut pas espérer une très bonne position à la sortie.

De plus l'exonération des frais d'inscription ne doit pas seulement être pour 10% des élèves mais pour tous. Ca paraît utopique mais en 1986 les frais d'inscriptions étaient de 40 francs. Le projet Devaquet proposait de les faire passer à 120F et déjà les gens se mobilisaient et disaient que ce serait de pire en pire. Ils avaient raison et on voit bien tout ce qui a été accepté petit à petit. Aujourd'hui ils veulent remplacer les bourses par des prêts bancaires en disant que ce sera plus motivant. Mais motivant dans quel sens?

Un syndicaliste est intervenu, sans dire qu'il était de l'UNEF, pour parler de la réforme des masters, [mais sans dire que dans le même temps son syndicat faisait voter une motion contre cette réforme par le CEVU puis s'en vantait ensuite dans les médias sans parler de l'AG...]. Il a dit que ces réformes léchaient les bottes aux entreprises en leur demandant quelles compétences elles voulaient alors que la fac devrait être un lieu de connaissance. Pour lui c'était la faute au gouvernement de droite. Mais l'intervenant suivant a contesté cette version en disant que la gauche aussi était dans cette dynamique depuis longtemps et que c'était aussi complètement intégré par les étudiants qui sont en compétition pour avoir un diplôme puis un emploi. Et cela sans se poser la question « quel emploi au service de quoi? » Il faut considérer le monde qui nous entoure. On pourrait se demander s'il y a des emplois valables dans ce système puisque même dans le secteur social on doit servir cette logique d'insertion par l'emploi, on doit travailler pour la machine à profits. On se rend compte que l'école est là pour éduquer, ce qui est synonyme de domestiquer. Etre cohérent, dans leur logique, c'est être rentable.

Loi de prévention de la délinquance et contrôle social.

L'AG est partie d'un incident assez grave qui s'était déroulé la veille. L'étudiant en

question a raconté ce qui lui était arrivé. Il voulait justement parler du projet de loi de prévention de la délinquance durant la pause de son cours. Ce dont il s'agit c'est une psychiatrisation de la désobéissance. Bové, par exemple, est malade et il faut le soigner. Les gens qui ne sont pas d'accord sont malades et il faut les aider, il faut les changer avec des psychothérapies et des médicaments. C'est en voulant raconter cela qu'il a pu expérimenter directement cette logique avant même le vote de la loi. En effet le prof lui a refusé le droit à intervenir et comme il a tenté de le faire quand même, le prof s'est jeté sur lui. Puis les vigiles de la fac de sciences sont arrivés pour l'immobiliser, vite aidés par les vigiles de la fac de lettres. Les étudiants n'ont pas réagit mis à part une poignée de protestations face à tant de violence. Ils avaient peur avec raison puisqu'ils ont été menacés de garde-à-vue. La police est arrivée puis les pompiers l'ont emmené contre son gré à l'hôpital. Seul le médecin de garde n'avait pas compris la raison de sa présence et l'a laissé partir. En attendant, il est interdit de fac de sciences alors qu'il doit y suivre des cours.

Cette répression assez inouïe n'est pas isolée puisqu'en début d'année un camping avait été monté sur la fac dans le but d'alerter la population estudiantine sur les problèmes de logement. Il fût évacué le jour même par la police, qui en a profité pour détruire les tentes. Autre exemple : dans un cours d'informatique, les élèves étaient en petits groupes lorsqu'un élève se leva pour expliquer la solution à tout le monde au tableau. Le prof s'énerva et sortit un couteau, regrettant même de ne pas avoir une kalachnikov... Par conséquent, l'élève alla voir l'administration qui lui dît que ça devait être une blague. La police a refusé de prendre sa plainte. Dès qu'on s'oppose, on subit des violences. Ces derniers jours les pompiers qui manifestaient ont dû en découdre avec les CRS. Pourtant la révolte, c'est citoyen.

On voit de plus en plus venir la police dans les facs, mais aussi au collège et au lycée, où ils viennent d'instaurer la note de vie scolaire. Il n'est pas conseillé de se retrouver dans la merde car ça signifie se retrouver fiché à la police.

A propos de fichage, il y a la généralisation des prises d'ADN qu'il est interdit de

refuser. Un faucheur d'OGM en fait les frais et le parquet a fait appel suite à la première instance où il avait récolté 500 € d'amende. L'appel se déroule le 28 à Nîmes et il risque de la prison pour son refus du fichage ADN.

Pour en revenir au projet de prévention de la délinquance, il contient un droit d'internement d'office accordé au maire. Il faut se poser la question du sens de la folie, de l'utilité des hôpitaux psychiatriques. Qu'est-ce qui permet de juger que quelqu'un est fou? On pourrait reprendre le questionnaire que les profs doivent remplir depuis cette année et aller en blouse blanche à la fac de sciences poser ces questions aux étudiants et aux profs. Autre possibilité d'action, aller à plusieurs au cours d'où s'est fait virer le camarade (mercredi vers 9h30 à l'amphi Dumontet). Il faudrait aussi peut-être aller « voir » le président de la fac de sciences. Enfin, une dernière proposition est d'écrire une lettre ouverte au ministre de l'intérieur.

Expulsions

L'une des revendications de l'appel de Rennes est le principe une carte d'étudiant = une carte de séjour. Sarkozy applique le programme de Le Pen et on doit constater qu'il n'y a pas une très grande mobilisation face aux expulsions. A la dernière réunion RUSF il n'y avait 3 personnes (la prochaine est lundi au local de SUD). Il y a besoin de gens à RUSF mais aussi à la Cimade. Il y a l'idée de parrainer des élèves et il faut des gens pour le faire. En ce moment il y a quantité de refus de régularisation souvent pour des motifs incroyables. Il y a des réunions dans les écoles Léo Mallet et Schoelecher [?]. On mandate quelqu'un de l'AG pour la réunion RUSF, dire qu'il existe un mouvement collectif organisé prêt à se mobiliser.

Travail

On rappelle les revendications de l'an dernier, en particulier le retrait de la LEC (loi d'égalité des chances) et du CNE (contrat nouvelle embauche). Cependant, il ne faut pas se faire d'illusions. C'est utopique de revendiquer un CDI pour tous. Ca pose la question des contradictions dans nos revendications. Il y aurait des conséquences écologiques énormes et en plus, si on veut vraiment un CDI pour tous, il faudrait une

véritable révolution. Il faut de plus considérer le monde du travail dans son ensemble. Il se caractérise par la division du travail et la spécialisation, comme l'a montré Marx. On est condamné à devoir occuper des emplois de plus en plus vides de sens, qui nous conduisent à notre destruction et à celle de la planète. On a tendance à être fataliste, mais il faut reprendre le pouvoir là-dessus. C'est à dire qu'il faut reprendre le contrôle sur les moyens de production. Par ailleurs, il faut s'intéresser aux radiations, aller à l'ANPE, aux ASSEDIC, à la CAF, à la mairie...

Autres

Dans l'appel de Rennes il y a aussi comme revendications la construction de logements sociaux, la réquisition des logements vides ou la gratuité des transports. Est-ce qu'on ne devrait pas se donner le droit de réquisition à nous-mêmes et occuper les logements vides plutôt que demander à l'état de le faire? Il y a un droit à vivre en groupe, à vivre en dehors du travail, un droit à être, à vivre sans toujours devoir raquer même pour faire des rencontres quand on va au café. Ce droit à être fait partie de la culture des indiens d'Amérique. A ce propos il se passe des choses intéressantes au Mexique, notamment au Chipas et en ce moment autour d'Oaxaca. Depuis avril, il y a eu une occupation par les profs qui a entraîné une répression. Alors la population les a rejoint et ils ont mis en place une assemblée qui récusé le pouvoir du gouverneur. Ils bloquent la ville avec des barricades et depuis il y a eu 25 morts à cause de la répression, notamment des paramilitaires et depuis quelques semaines de l'armée fédérale. Mais ça continue.

Le mouvement

L'appel de Rennes souligne la nécessité d'une amnistie des personnes qui se sont révoltés l'an passé et d'un rapport de force et d'une mobilisation d'ampleur. Ils étaient plus de 200 à Rennes, c'est toujours la première fac mobilisée. Il y a aussi une AG en même temps que nous à Aix. Il ne faut pas attendre les élections et se mobiliser dès maintenant. On n'a pas fini ce qu'on a commencé l'année dernière. On nous a bourré le mou avec le CPE. Si on fait une dynamique dans le contexte des élections ce sera le pied parce qu'il y en a marre du matraquage bipartiste.

Il faut agir, créer une dynamique. En comparaison, dans le passé, des AG de début de mouvement, convoquées par tous les syndicats, réunissaient moins de monde qu'aujourd'hui. C'est bizarre que les syndicats ne soient pas là. Faut-il s'en réjouir? En tout cas c'est nouveau. L'an dernier à la fin du mouvement on s'est retrouvé séparé, avec moins de force. Il faut se poser des questions sur les lois de la majorité. Pourquoi les étudiants ne veulent pas qu'on intervienne dans les cours?

On va faire d'autres AG, toutes les semaines, à commencer par la semaine prochaine, même jour, heure et endroit. On veut faire des actions de masse et ne pas faire les moutons dans les rues. Tant qu'on sera ultra-minoritaire, on se fera dégager illico. Il faut en finir avec l'émiettement des luttes.

Est-ce qu'il faut passer par le biais des médias pour que la réalité remonte aux yeux des gens indifférents, sachant que l'indifférence, finalement, c'est la tolérance totale?

Est-ce qu'il y a besoin de voter ces différentes propositions? Il ne faut pas forcément se passer de vote parce que ça fait des dynamiques collectives. C'est intéressant de savoir qui est prêt à faire quoi. On ne peut pas proposer un appel sans le voter. Il faut se coordonner. C'est une nécessité de poser certaines choses au vote. On peut passer certaines de ses revendications personnelles sous silence pour être plus nombreux. Ensuite, les gens peuvent se radicaliser.

Les actions seront nécessaires. Il va falloir les sélectionner et bien se coordonner pour être efficace. Les AG doivent conduire à la grève, à se poser la question de quelle université on veut. Si notre désir est de balayer le système, il faudra faire un appel en conséquence. On se donne rendez-vous pour faire les affiches et les tracts vendredi à 16h au même endroit.

Il faut débattre, mais pas seulement à la fac. Ça concerne tout le monde. C'est comme ça qu'on devient citoyen même si de nos jours ce mot devient une insulte. Comme le font les gens de Rennes, il faut faire la connection avec les écoliers et les salariés. Il faut aller dans les écoles, les collèges, les lycées. On aura peut-être avoir affaire à des gens un peu moins moutons. Il faut s'intéresser aux collectifs qui existent déjà contre

le projet de loi de prévention de la délinquance ou contre les expulsions. Il faut peut-être sortir de la fac mais c'est un terrain plus favorable que la place de la comédie ou les entreprises.

Cette AG a pour but de définir ce qu'on veut. Il y a une manifestation le 2 décembre contre la pauvreté organisé par les organisations de chômeurs. On pourrait y aller. La Maison des chômeurs propose des billets à 10 € aller-retour. Sinon il faut faire des actions contre le Capital. Par exemple badigeonner les banques, les agences immobilières, les agences d'intérim... On peut aussi faire des actions entre potes, à 4 ou 5 comme faire des graffs, etc. Pour quelqu'un l'idéal serait d'acheter des armes...

Ce n'est pas encore réaliste de parler de grève, de blocage, d'occupation. Mais on peut déjà faire des affiches, des tracts. Ne pas rester au niveau de la discussion. Si on n'en est pas encore à bloquer la fac, on peut, avec le nombre qu'on est, occuper des lieux à l'extérieur comme le Medef, l'UMP, la CCI... On peut se fixer un rendez-vous et décider au dernier moment du lieu.

Il y a un livre qui vient de sortir qui s'appelle « Apologie du casseur ». Il y a dedans une comparaison sur laquelle on pourrait méditer, c'est entre les condamnations de policiers faisant des bavures et les émeutiers. On se rend compte qu'un meurtre égale 12 poubelles brûlées.

Est-ce qu'on doit toujours en appeler à l'état? On est dans une société de plus en plus fasciste, totalitaire. Et il faut se positionner par rapport par rapport à cette réalité. Dans le dire et dans le faire. Et collectivement. Que faire collectivement?

On doit poser la question du monopole de la violence légitime. Un monopole légitimé par la démocratie. Il faut se poser la question de savoir si on reconnaît cette violence, cette démocratie. On peut se réapproprier la violence, qu'il ne faut pas confondre avec l'agressivité. On veut changer la vie. A la fac il n'y a pas beaucoup de vivants. Les gens ont perdu le plaisir de vivre. Il faut voir la réalité : elle est horrible. Il y a plein d'étudiants qui défendent leur vie de merde sous prétexte que c'est mieux que dans d'autres pays. Faut arrêter d'accuser le système. Le système; c'est nous. Il ne faut pas être des martyrs. « *Quand les flics sont arrivés j'ai fermé ma gueule. Je suis peut-être*

fou comme ils disent, mais je ne suis pas con! » Il faut réaliser ses désirs. Ca ne veut pas dire violer tout le monde mais le faire ensemble. Réaliser nos désirs à tous, prendre en considération les désirs des autres. Des gens disent que la liberté doit s'arrêter là où finit celle des autres mais en fait c'est l'inverse, elle commence là où commence celle de l'autre. Elles se traversent. Il y a des gens qui disent qu'il faut de la tolérance. Qui tolèrent par exemple la religion. Peut-on s'épanouir dans la religion? C'est orwellien, comme dire la liberté c'est l'esclavage! La Boetie a bien parlé de la servitude volontaire... Il ne s'agit pas de changer une loi, mais de vouloir l'impossible. On nous disait que c'était impossible de marcher sur la lune. Et bien si. C'est impossible un monde sans esclavage? Et bien si, même s'il y en a encore... Il faut lutter. Lutter avec son corps. Les gens protestent face à la violence de la police mais n'utilisent pas leur corps contrairement aux forces de l'ordre. Les gens sont complètement dépossédés de leur corps, il s'en servent pour aller bosser...